

Esto es un atraco ! Ceci est un hold-up !

Tel est le cri, entre autres, de nos camarades espagnols de la Fonction publique. Depuis l'annonce du nouveau plan de rigueur budgétaire par le gouvernement espagnol, des manifestations, organisées ou plus spontanées, fleurissent un peu partout dans les villes ibériques. **Hier soir encore, à l'appel des organisations syndicales, ils étaient des centaines de milliers à la Puerta del Sol, ils étaient des centaines de milliers partout en Espagne à exprimer leur indignation, leur colère et leur refus face à ce nouveau « plan social » qui leur est imposé pour ramener la dette espagnole à 3% du PIB en 2014 en échange d'une aide européenne aux ... banques espagnoles !**

Encore une fois, ce sont les fonctionnaires et les chômeurs qui sont la cible du plan draconien de rigueur budgétaire. Le harcèlement gouvernemental et européen à l'encontre des salariés espagnols, déjà soumis à de lourds sacrifices, est inacceptable. **Point de mesures drastiques similaires à l'encontre des banques, des actionnaires et des privilégiés.**

Avec nos camarades espagnols nous savons que ces mesures ne vont pas relancer la consommation et l'économie. Bien au contraire ! Cet énième plan de rigueur va entraîner de nouvelles destructions d'emplois dans une Espagne déjà touchée gravement par la crise, dans laquelle le taux de chômage atteint déjà les 25%.

L'UGFF- CGT, solidaire des travailleurs de la fonction publique, des salariés et chômeurs espagnols, s'allie à eux pour dénoncer les plans de rigueurs draconiens imposés par les gouvernements et l'Europe dont le but est entre autres, d'accorder de plus en plus de bénéfices aux banques et de dividendes aux actionnaires au détriment de l'emploi dans le privé ou le public !

Ces décisions injustes et contre productives sont générées par l'exigence Européenne d'obtenir l'équilibre budgétaire par réductions des dépenses publiques et non par augmentation de l'activité productive et des impôts sur la fortune et le capital. Au dernier sommet Européen, les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de l'UE ont validé le Traité pour la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance(TSCG) qui résume, pourtant à lui seul, le déni de démocratie à la mode dans les cercles financiers et gouvernementaux.

Avec les camarades salariés espagnols, chômeurs et fonctionnaires, l'UGFF CGT estime que la situation est inacceptable.

Résistons solidairement ! Les banques, l'Europe et les gouvernements n'ont pas à nous imposer quoi que ce soit. Les services publics ne sont pas des gouffres financiers. Ils sont les remparts de la démocratie.

L'UGFF-CGT apporte son soutien total et absolu, sa solidarité entière aux camarades espagnols en lutte, qu'ils soient fonctionnaires, salariés du privé ou chômeurs !

Montreuil, le 20 juillet 2012